

Hitler va-t-il tenter l'invasion du Royaume-Uni?

Les Alliés s'attendent qu'il prenne bientôt l'offensive — M. Chamberlain garde le silence sur les relations à venir de Londres avec Moscou — La perte de l'"Exmouth" et de tout son équipage — Le Canada surveillera ses ventes à la Russie — Des élections ou un "ministère national"?

M. HOWE ANNONCE POUR \$30 MILLIONS DE COMMANDES DE GUERRE

La Grande-Bretagne vient de perdre un autre contre-torpilleur, le cinquième depuis le début de la guerre: l'"Exmouth", 1475 tonnes, vitesse de 36 nœuds, avec plus de 200 hommes à bord, tous noyés, à ce que l'on dit. Les détails manquent à ce sujet; on ne sait même pas si le navire a été torpillé ou s'il a sauté sur une mine. L'Amirauté ne le rapporte pas encore. Les ennemis maritimes de Londres continuent. Les Japonais mènent grand tapage dans la diplomatie à propos des perquisitions faites à bord d'un paquebot de leur marine marchande, sur lequel les Anglais ont cueilli une vingtaine de réservistes allemands, débarqués malgré le capitaine japonais. Un nouvel incident, au large de Hawaï, où s'est trouvé en face d'un navire de guerre anglais un autre paquebot japonais qui n'a pas été arrêté, mais hélé et interrogé bord à bord aura quelque autre répercussion à Tokyo et à Londres. Le Japonais reste chaouilleux. Washington, d'autre part, est mécontent des délais apportés à la libération de ses navires de commerce examinés aux stations britanniques de contrôle, en Méditerranée; à quoi Londres répond que si cela prend trois fois plus de temps pour la visite d'un navire américain que pour celle d'un navire italien, c'est que l'Américain ne s'y prépare aucunement et n'y met aucune bonne volonté, alors qu'il n'en tient qu'à lui de faciliter le contrôle de la contrebande de guerre. La maîtrise des mers par la Grande-Bretagne et le blocus économique dirigé contre l'Allemagne ne sont pas sans faire naître toutes sortes d'incidents difficiles à mettre au point, surtout avec les neutres du type le plus important, tels les Etats-Unis et le Japon.

Sur terre, la Roumanie est à tenter de se tirer des difficultés que lui cause la nouvelle réglementation, par Bukarest, des puits de pétrole roumain où s'approvisionne surtout l'Allemagne. Quatre-vingts pour cent des capitaux des sociétés pétrolières roumaines sont français, anglais ou américains. Or, Paris et Londres signifient qu'ils n'entendent pas que Bukarest contrôle la production de leurs puits au point d'en pouvoir diriger la majeure partie vers l'Allemagne, qui insiste pour l'obtenir, malgré les difficultés du transport ferroviaire entre la Roumanie et les grands centres de distribution allemands. Le contrôle du pétrole roumain devra s'exercer de façon à respecter le droit des compagnies françaises et anglaises de diriger toute leur production vers la France et l'Angleterre, sans quoi... On affirme que l'Allemagne a inspiré à Bukarest l'idée du contrôle absolu dont sont mécontents Londres et Paris. Cela se comprend.

A Londres, M. Chamberlain ne veut pas dire si le Royaume-Uni rompra diplomatiquement avec les Soviets. Et il ne répond pas à un député qui veut savoir si, en bonne logique et en juste morale, pareille rupture ne serait pas de nature à encourager les nations neutres que menace la Russie.

Helsinki rapporte de nouveaux bombardements aériens des Soviétiques sur les villages finnois dépourvus de défense aérienne. D'autres sources, on apprend que Berlin procède à des expulsions forcées de la population polonaise brutalement traitée, et que ces expulsions font un grand nombre de victimes, qui meurent victimes de froid, de misère et de privations. (On a dit ici hier que Paderewski venait d'être élu à Paris président de la Pologne. Lapsus. Il a été élu président du conseil national de Pologne, qui est le parlement du nouveau gouvernement polonais en exil, capitale provisoire, Angers, en France).

On recherche un peu partout à quel parti Hitler va se résoudre, en vue de sa campagne du printemps prochain. Jusqu'ici il se tient sur la défensive, notamment sur terre. M. Amery, ancien Secrétaire pour les Dominions, à Londres, vient de dire qu'il paraît à peu près impossible d'avoir raison de l'Allemagne avec le seul blocus économique; et qu'il va falloir contraindre les Allemands à se battre vigoureusement, sans quoi la guerre sera interminable. Le moyen de les amener à une guerre d'ordre militaire, croit-il, ce serait, pour les Alliés, de multiplier les raids de tout ordre contre l'Allemagne: sur terre, sur mer et dans l'air. Le blocus seul ne donnera pas de résultats prochains. D'autre part, des critiques militaires estiment que Hitler hésite encore entre trois plans d'action: de violents raids aériens contre les ports, la marine de guerre et la marine marchande britanniques; l'invasion directe de l'Angleterre par des troupes jetées en masse sur le littoral anglais; une attaque massive contre la ligne Maginot, afin de tenter de la forcer, et de contraindre ainsi la France à sacrifier des centaines de mille hommes pour tenir. On ne croit guère à la possibilité d'une invasion de l'Angleterre par des milliers de soldats allemands, qu'il faudrait renforcer, ravitailler, appuyer et empêcher d'être à la longue isolés et massacrés. C

Le coup paraît à la plupart des critiques militaires réellement impraticable. Il reste les deux autres moyens. . .

Au Canada, où la session du parlement fédéral doit commencer d'ici 24 heures, le gouvernement central prend des précautions afin d'empêcher que l'on ne vende ici à la Russie de quoi ravitailler l'Allemagne, ou s'approvisionner elle-même pour continuer la guerre à la Finlande. On a découvert que la société "Amtorg", agissant à titre d'acheteuse pour le compte de la Russie soviétique un peu partout, aurait la semaine dernière placé la commande d'un million de boisseaux de blé, sur la place de Winnipeg, et que ce blé pourrait bien être destiné à l'Allemagne; car la Russie est censée produire elle-même, surtout en Ukraine, le blé qu'il lui faut, et davantage. Jadis elle en exportait. Jusqu'à nouvel ordre, le gouvernement canadien contrôlera donc rigoureusement toutes les exportations du Canada à destination d'un port russe. Il serait singulier que d'un côté le Canada aidât la Finlande à tenir contre les Russes, en lui accordant des crédits pour acheter ici de quoi s'approvisionner; et que, d'autre part, le Canada fournît les Russes d'une partie de ce qu'il leur faut soit pour aider eux-mêmes Berlin, soit pour tâcher que Moscou vienne à bout de la Finlande.

M. Howe, ministre des Transports et chef de l'Office des Achats de Guerre, annonce des commandes d'unités navales et d'avions de guerre au total de \$30 millions, cet avant-midi.

L'incident Hepburn-Drew continue de susciter des commentaires de tout genre, dans la presse du Canada. La plupart des quotidiens critiquent l'emportement de M. Hepburn qui, font-ils à peu près tous entendre, sert ses propres rancunes autant que les intérêts politiques de M. Drew. On a noté que la majorité des députés libéraux à Toronto n'ont pas suivi le premier ministre dans son attaque virulente contre M. King, et que, sans l'aide des conservateurs de M. Drew, M. Hepburn aurait eu un piètre nombre de voix à l'appui de sa résolution de censure contre Ottawa.

En marge de cet incident, la campagne se poursuit, dans plusieurs journaux, pour la plupart liés à la haute finance, et à la grande industrie, contre la tenue d'une élection fédérale en 1940 et en faveur d'un ministère dit "national". La "Gazette" de ces jours-ci a fait chorus avec M. Hepburn contre M. King et demande depuis quelque temps un ministère "national". Le "Globe & Mail", qui avait déjà lancé cette proposition, y revient.

Ainsi, ce matin même ("A National Government Needed") le "Globe & Mail" écrit: "Le Canada ne peut faire justice à son effort de guerre s'il est divisé par la politique. . . Notre ferme avis, c'est qu'au lieu de créer des dissensions d'ordre politique, il faudrait agir en sorte que l'effort du Canada ait pour pivot un gouvernement national". Après un passage sur la nécessité, en temps de guerre, de renoncer temporairement à certains privilèges de la démocratie, pour mieux assurer l'avenir, le "Globe & Mail" ajoute: "Le premier ministre King a déjà dit qu'il n'y aura pas de gouvernement national. . . Nous ne pouvons reconnaître que le parti libéral a le monopole de l'intelligence, de l'énergie et du patriotisme. Il y a dans l'opposition, et aussi hors du Parlement, des hommes qui pourraient, toute question politique écartée, donner un grand coup d'épaule à la politique de guerre du Canada. . . Ce journal-ci conseille l'abandon de toute idée de campagne électorale ces mois-ci et veut la formation d'un gouvernement national afin que la bataille politique n'invite pas à la discorde, ne la crée pas, et pour que les hommes les plus capables de tous les partis se groupent derrière l'effort de guerre du Canada et, réussissant à unifier l'opinion publique, la consolident. . . Il n'y a pas besoin d'élection pour dire à quel parti politique confier le sort de la nation, la cause pour laquelle se battent la France et l'Empire britannique. Ne perdons plus de temps précieux si nous voulons consolider l'effort de la nation". La veille, le même journal avait déjà écrit que "les Canadiens ne s'occupent pas de savoir qui mène le pays; ce qui les préoccupe, c'est la poursuite effective de la guerre. Il ne faut pas d'élections — "No Election".

Un autre journal loyaliste, le "Journal" d'Ottawa, conservateur, est, de son côté, d'avis que les ministres de M. King font un extraordinaire effort, qu'on ne devrait pas tenter de les décourager par des critiques inutiles. Et l'un des principaux rédacteurs de ce quotidien vient même de dire à Vancouver que "le Canada devrait faire des élections le plus tôt possible. . . ce qui ne veut pas dire qu'il faille changer de gouvernement, mais qu'il faut un nouveau parlement et une forte opposition. Le pays en souffrira s'il n'y a pas bientôt une élection générale pour Ottawa". — G. P.